

ÉMERGENCE D'UNE CULTURE DÉMOCRATIQUE EN MÉDITERRANÉE

Je remercie et je salue le directeur de ce musée qui nous accueille, je remercie également le comité d'organisation de ces rencontres et sa présidente qui m'a invité, je les remercie aussi d'avoir choisi mon pays comme pays-phare pour ces *VI^{èmes} Rencontres*, mon pays si bien représenté ici. Je voudrais aussi saluer devant mes compatriotes le soutien que j'ai toujours reçu de la part du président de cette séance, Mounir Bouchenaki ; notamment pour un projet qui me tenait particulièrement à cœur, la restauration des cinq villes historiques du Liban. Au nombre de ses tâches à l'UNESCO, il avait, à l'époque, énormément aidé à lancer ce grand projet. Ce que mes successeurs en ont fait n'est plus de ma responsabilité.

A l'instant où je vous parle, Mesdames et Messieurs, les Égyptiens vont à un référendum, dont le résultat n'est pas certain. Je peux parier que le résultat ne sera pas à 99 % oui. Je peux vous dire aussi que des personnalités de renom en Égypte ont appelé à voter non et ont pu le dire à la télévision et à la radio. Ce qui est une très grande nouveauté dans l'Égypte d'aujourd'hui, au moins dans l'Égypte de ces cinquante dernières années.

Pendant que je vous parle, Mesdames et Messieurs, la tension monte dans le petit archipel de Bahreïn sur ce qui va se passer, notamment depuis l'établissement de l'état d'urgence et le déploiement des troupes du GCC dans ce petit pays.

Pendant que je vous parle, Mesdames et Messieurs, plusieurs villes syriennes tentent de suturer leurs blessures après les manifestations parfois sanglantes qui ont eu lieu hier.

Et dans le Yémen, pendant que je vous parle, plusieurs centaines de familles doivent enterrer leurs morts, plus de 48 morts dans les manifestations d'hier, et soigner les blessés, plus de 300.

Pendant que je vous parle, Mesdames et Messieurs, l'Algérie se pose la question de savoir s'il va y avoir des manifestations ou non. D'autres pays essaient de voir comment faire ce genre de glissements.

Et pendant que je vous parle, Mesdames et Messieurs, se tient à Paris une réunion qui risque, si les événements continuent à ressembler à ce qu'ils ont été cette nuit, de donner lieu à une véritable guerre, à quelques encablures d'ici, de l'autre côté de la Méditerranée.

Donc, ce ne sont pas les événements qui manquent. Ce ne sont pas les événements d'une importance historique, parfois sanglants, qui manquent de l'autre côté de la Méditerranée. Sont-ils porteurs de démocratie ? C'est à cette question que je vais essayer de répondre devant vous.

Nous vivons un moment de l'histoire culturelle où nous sommes en même temps cible et récepteur d'un flot incroyable d'informations. On peut dire sans risque de se tromper, que si l'on a le temps nécessaire, on peut tout savoir. Les gouvernements n'en savent pas plus que vous, je peux vous le dire. En réalité, l'information est disponible pour celui qui la cherche. Donc ce n'est pas par manque d'informations que nous avons des incertitudes face aux développements qui ont lieu sous nos yeux. Ce dont nous manquons la plupart du temps, c'est d'un cadre d'analyse et d'explication pour donner un sens à ces informations. Depuis qu'un jeune chômeur tunisien s'est immolé par le feu, comme les moines bouddhistes de Thaïlande, le 17 décembre dernier, c'est ce cadre d'analyse qui manque à notre réflexion, ce ne sont pas les informations ; les informations, on les a à satiété, on en a même trop, sans doute, pour pouvoir prendre la distance nécessaire et réfléchir à ce qui se passe.

Alors quel cadre d'analyse peut-on avoir ? Certains cadres ne sont même pas utiles pour comprendre ce qu'il se passe.

Le premier cadre serait cette idée, pourtant très courante, presque instinctive, selon laquelle la stabilité est issue de la continuité. Ainsi, lorsqu'on est en présence d'un pouvoir continu, c'est un signe de stabilité.

Je voudrais vous inviter à penser exactement le contraire. La vraie stabilité des sociétés et des pouvoirs est liée à la discontinuité dans l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire à une alternance démocratique. Donc, ceux qui aujourd'hui sont nostalgiques d'une stabilité qui est synonyme de continuité sont très troublés et très pressés de retrouver la stabilité d'avant le 17 décembre dernier. Ceux-là vont être déçus parce que je crois que nous sommes entrés dans un processus qui va encore durer pendant des semaines, sans doute pendant des mois, dans différents pays de la région et qui installe une tout autre idée de stabilité. Une stabilité basée sur une légitimité et non pas sur une continuité. C'est le tandem stabilité et légitimité qui, à mes yeux, va l'emporter sur le tandem stabilité et continuité.

Dans les pays véritablement démocratiques, c'est la discontinuité qui fait la stabilité. Avec une élection démocratique, un président peut changer, un parlement peut changer de majorité ; l'orientation, les engagements de ce pays ne changent pas fondamentalement, parce que ce pays est assez mûr pour pouvoir organiser des phénomènes institutionnels de discontinuité.

Ce à quoi nous faisons face aujourd'hui de l'autre côté de la Méditerranée, c'est à une discontinuité forcée. C'est parce que l'on n'a pas organisé, c'est parce que l'on n'a pas institutionnalisé l'alternance, c'est-à-dire la discontinuité, que l'on a de l'instabilité.

La vraie stabilité n'est pas dans la continuité, et les nostalgiques de la stabilité à n'importe quel prix en ont aujourd'hui pour leur compte. Parce que tous ces pouvoirs en place ou la plupart d'entre eux n'ont pas organisé une véritable alternance du pouvoir, c'est par la force que la discontinuité s'est introduite dans la vie politique. C'est dommage et j'espère qu'à l'avenir, l'idée de stabilité sera plus fortement arrimée à l'idée de légitimité qu'à celle de continuité.

Le deuxième cadre d'analyse est un cadre plus pervers par certains aspects. Il est implicite, il est plus discret, mais il n'est pas moins faux. C'est l'idée que Dieu dans sa grande sagesse aurait créé deux genres d'hommes. D'un côté, *l'homo sapiens* qui peut se démocratiser, qui peut respecter les Droits de l'homme, qui peut etc., et de l'autre *l'homo arabicus* ou *l'homo islamicus*, qui est différent. Eh bien non, Dieu dans sa grande sagesse, n'a créé qu'un seul genre humain, auquel appartiennent *l'homo arabicus* et *l'homo islamicus*.

Si cette région du monde a pris quelque retard dans la démocratisation par rapport, notamment, aux pays de l'Est ou à l'Amérique latine, cela ne veut pas dire qu'il n'ait pas plus soif de participation politique que les autres cultures du monde.

Et j'accuse d'une forme de racisme culturel ceux qui insistent, *ad nauseam*, sur la nature exceptionnelle de la politique dans le monde arabe. C'est faux. La politique est la politique sous toutes les latitudes, le pouvoir est le pouvoir sous toutes les latitudes, il n'y a pas d'exception arabe ou islamique. Assurer, en permanence, que c'est différent, est une forme de racisme, et je vous mets en garde contre cette forme de racisme.

Il faut qu'on regarde ces sociétés comme on regarde toutes les autres sociétés du monde, et qu'on soit sensible à leur soif de liberté et de participation politique, comme on le ferait pour des pays d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie.

Le troisième cadre d'analyse qui est parfois évoqué, c'est que ces révolutions seraient la faute des nouvelles technologies, ou auraient lieu grâce aux nouvelles technologies. Cadre qui me semble tout à fait

contestable. La Bastille n'est pas tombée grâce à Facebook, la révolution bolchevique ne s'est pas faite par Twitter, il ne faut pas confondre le mouvement des peuples avec les moyens de communication et les moyens de mobilisation. Ce n'est pas parce qu'il y a Facebook, qu'il y a des révolutions ; ce n'est pas parce qu'il y a Twitter qu'il y a des révoltes ou de l'insatisfaction populaire.

Ne confondons pas les moyens avec les motivations. Les motivations sont bien plus profondes et l'histoire de l'humanité n'était pas plus simple et plus paisible avant que Facebook et Twitter n'existent.

Enfin, je voudrais dire que, derrière les événements auxquels vous assistez, la tentation est grande d'imaginer une espèce de master plan, d'imaginer quelqu'un qui dans son bureau, dans son sous-sol ou derrière son ordinateur, est en train d'orchestrer tout cela. Ce monsieur n'orchestre pas tout cela pour une raison bien simple, c'est que ce monsieur n'existe pas ; il n'existe vraiment pas.

Bien entendu, quand un événement a lieu, les pays, du moins ceux qui comptent sur la scène mondiale, essayent d'influer sur les événements pour les orienter dans un sens favorable à leurs intérêts et parfois même à leurs valeurs ; c'est rare. Mais dans l'ensemble, il ne s'agit pas d'une espèce de machination secrète qui donne naissance ici et là à une révolution, ce n'est pas vrai. Ce que j'ai personnellement vécu ces trois derniers mois, auprès des gouvernements qui comptent aujourd'hui sur la scène internationale, c'est beaucoup d'incertitudes, beaucoup de remous, beaucoup d'erreurs dans le diagnostic, et énormément d'hésitations sur la voie à suivre, voire même de contradictions. Il m'est arrivé, un certain vendredi de janvier dernier, d'écouter le président des États-Unis et son représentant spécial en Égypte, dire exactement l'inverse l'un de l'autre, le même jour. Donc, croire qu'il y a une espèce de master plan, de machination auxquels nous faisons face, c'est factuellement faux à mes yeux, mais plus grave, c'est de sous-estimer la nature authentique de ce à quoi nous assistons. Et c'est aussi un peu une forme de racisme. C'est-à-dire ne pas donner le crédit ou le débit aux acteurs de ces drames pour leurs actions.

Que vous les aimiez ou non, ça n'a pas beaucoup d'importance. Mais nier l'authenticité de ces actions, soit celles des pouvoirs en place, soit celles des manifestants, et les mettre sur le compte de je ne sais qui, c'est nier leur existence, et encore une fois tomber dans le piège de croire que pouvoirs et manifestants sont trop passifs, trop inutiles, trop marginaux, pour véritablement construire leur propre destin.

Alors, que se passe-t-il ? Ce qui se passe, à mes yeux, c'est l'arrivée de deux processus qui se sont construits au cours de ces vingt dernières années. L'arrivée à un point de collusion entre ces deux

processus. Je simplifie, il y a d'autres facteurs, certainement, mais ces deux facteurs-là me paraissent essentiels. Le premier concerne les pouvoirs en place ; le second, et c'est là où on va s'interroger sur la culture démocratique, concerne ceux qui manifestent dans les rues.

Les pouvoirs en place ne sont pas plus autoritaires que les pouvoirs qui les ont précédés. On peut même dire que Ben Ali est moins autoritaire que Bourguiba. On peut même dire que Moubarak est moins autoritaire que Nasser. On peut aussi dire que Monsieur Saleh au Yémen, est moins autoritaire que ceux qui l'ont précédé, etc. Ils ne sont pas plus autoritaires. Par certains aspects, ils le sont même moins. Et cet aspect concerne la véritable définition de la démocratie, parce que la définition de la démocratie est double. D'un côté, la démocratie, ce sont les libertés, la liberté d'expression, la liberté d'opinion, la liberté de penser. Et de l'autre, c'est l'alternance pacifique au pouvoir. La révolution technologique a effectivement joué ici un rôle capital. Elle a annihilé le rôle de la censure. Avec Twitter, avec Facebook, avec le téléphone cellulaire, avec la télévision satellitaire, avec tout cela, ces États, ces pouvoirs en place, n'ont pas pu arrêter une libéralisation de l'information.

Donc la partie liberté est beaucoup plus large dans le monde arabe qu'elle ne l'était il y a vingt ans. Je me souviens, les plus jeunes ne s'en souviennent peut-être pas, mais quand un livre arrivait à passer jusqu'à l'Irak ou l'Arabie Saoudite, c'était un événement.

Aujourd'hui, on a accès à tout, partout. Donc la partie liberté, la définition de la démocratie comme un ensemble de libertés est beaucoup plus développée aujourd'hui qu'autrefois. Non pas que les pouvoirs en place soient devenus plus sensibles à la liberté, mais ils se sont résignés à admettre que, s'ils voulaient attirer des investissements extérieurs, ou s'ils voulaient qu'un touriste vienne s'installer à Charm El Cheikh ou à Djerba, il fallait qu'il ait accès à son internet et qu'il puisse utiliser son BlackBerry ; et ces pouvoirs doivent accepter un espace de liberté plus grand que leurs prédécesseurs.

Ces hommes de pouvoir sont donc moins autoritaires, mais ils ont un défaut que leurs prédécesseurs n'avaient pas. Ce défaut tient à leur rapport à la richesse nationale. Nasser n'était pas plus démocrate que Moubarak, loin de là, mais qui parmi vous sait ce que font aujourd'hui les enfants de Nasser ? Personne. Bourghiba n'était pas plus démocrate que Ben Ali, mais qui parmi vous sait ce dont la famille de Bourguiba a hérité ?

Ce qui s'est passé au cours des vingt dernières années, c'est plus de liberté mais c'est une aggravation en matière d'appropriation de l'État. Les régimes autoritaires des années 60 utilisaient l'État pour

contrôler la population. Les régimes autoritaires d'aujourd'hui utilisent l'État non seulement pour contrôler la population, mais également comme leur propre chose. Et parce qu'ils le considèrent comme leur propre chose, ils considèrent qu'ils peuvent s'enrichir à travers l'exercice de leurs fonctions d'État. Allez visiter l'appartement où vivait Nasser en Égypte, un petit appartement modeste, petit-bourgeois, sans aucune fioriture, avec un vieux réfrigérateur. Ce n'est pas comme ça que vivent les présidents d'aujourd'hui. L'État est leur chose, les régimes autoritaires d'aujourd'hui considèrent qu'ils peuvent le léguer à leurs enfants. L'État, c'est leur chose, c'est leur patrimoine. Nasser n'a pas légué à son fils ou à l'un de ses fils son pouvoir, ni Bourguiba, ni Boumedién. Aujourd'hui Monsieur Saleh veut que son fils le remplace, Monsieur Khadafi veut que l'un de ses fils le remplace également, Monsieur Moubarak a tout fait pour que son fils le remplace. C'est-à-dire qu'ils considèrent que l'État fait partie de leur patrimoine et qu'ils peuvent tout naturellement le léguer à l'un de leurs fils. On n'est rassuré qu'avec ceux qui n'ont que des filles, ou qui n'ont pas d'enfants, comme Monsieur Bouteflika.

Il y a donc eu une évolution dans la nature du pouvoir. Moubarak n'est pas Nasser, il est moins autoritaire, mais il a installé une nouvelle vision du pouvoir. Et c'est pourquoi je dis et je répète que cette révolte est dirigée beaucoup plus contre les profiteurs que contre les dictateurs. C'est-à-dire quelques centaines d'hommes qui, par leur appartenance au pouvoir ou par leur voisinage avec le pouvoir, ont accaparé une grande partie de la richesse nationale. Et ça, les dictateurs d'hier ne le faisaient pas.

Qu'est-ce qui s'est passé au niveau des gens ? Ce qui s'est passé au niveau des gens est passionnant. Si vous regardez les chiffres démographiques de la région, vous allez découvrir une espèce de pic démographique à la fin des années 70, début des années 80. C'est ce qu'on appelle les « Arab baby boomers » c'est-à-dire qu'on avait un taux de natalité de l'ordre de trois et demi pour cent, le plus élevé du monde. Surtout en Syrie, un pays qui, à l'arrivée au pouvoir de Hafez el-Assad comptait 4 millions et demi d'habitants et qui en compte aujourd'hui vingt-trois millions. Et c'est ainsi dans d'autres pays, comme le Yémen, le Maroc, l'Algérie, etc.

Ces chiffres ont beaucoup baissé depuis le début du siècle. Aujourd'hui, le taux de natalité dans le monde arabe est beaucoup plus modéré ; il y a encore quelques pics, mais ils ne sont que très, très ponctuels. On constate encore les chutes, mais elles sont liées plus particulièrement à l'urbanisation.

Ce n'est pas au moment où ils naissent que les baby-boomers posent un problème au pouvoir en place, c'est au moment où ils

arrivent sur le marché du travail. Ainsi le pic démographique du début des années 80 a produit des gens qui ont aujourd'hui 20 ans, 30 ans, 40 ans et qui n'ont pas de travail. Et je constate que les troubles que vivent aujourd'hui la plupart des pays de cette région, sinon tous, sont liés à la conjonction de ces deux facteurs.

D'un côté, des pouvoirs qui ne se sont pas contentés de rester autoritaires mais qui sont devenus despotiques, et de l'autre, l'arrivée massive sur le marché du travail des baby-boomers des années 80 et 90. Ces baby-boomers sont très différents des chômeurs auxquels vous pensez. Ce sont des chômeurs diplômés. Je dis diplômés. On a remarqué que, dans des pays comme l'Égypte, dans des villes comme Le Caire ou Alexandrie, des ménages pouvaient dédier 50 % ou 60 % de leurs revenus en dehors de l'alimentation, du loyer, etc. à l'éducation de leurs enfants. Et à une éducation qui coûtait de plus en plus cher, avec la privatisation de l'enseignement, l'effondrement de l'enseignement public, et la nécessité de s'insérer dans la nouvelle économie liée à la mondialisation, c'est-à-dire apprendre l'anglais, apprendre à utiliser un ordinateur, acheter un ordinateur, etc. Ces gosses sont beaucoup plus sensibles que vous pouvez le penser, aux sacrifices que leurs parents ont faits pour eux, pour les préparer. Et à 30 ans, 32 ans, ils sont chauffeurs de taxi. Imaginez ce Monsieur Bouazizi, qui s'est immolé. C'est un chômeur diplômé qui a accepté de mettre son diplôme universitaire dans un tiroir, diplôme qui a sans doute demandé d'importants sacrifices à sa famille, pour devenir vendeur à la sauvette de légumes et de fruits. Et même cette activité, il n'arrivait pas à l'exercer. Une policière a découvert qu'il avait installé ses tomates et ses carottes là où il ne fallait pas, et lui a donné des gifles. Imaginez quelle colère cela peut provoquer. Il a vu ses parents se priver de tout pour l'éduquer, et voilà qu'on l'empêche de faire un métier qui n'est même pas le sien.

Il y a un vrai doute sur la valeur de l'éducation, la valeur sociale et économique de l'éducation que ces gens ont reçue. Il y a quelque chose de plus grave. Il y a un sentiment de triche, le sentiment que l'on est tous allés vers cette nouvelle économie, qu'on a voulu s'y préparer, que l'on a fait les sacrifices pour cela, et qu'à l'arrivée, il n'y a même pas de travail.

Voilà ce qui, à mes yeux, est au cœur de la révolte actuelle. La conjonction de ces deux évolutions donne lieu à des révoltes. Ces révoltes témoignent dans une grande mesure d'un mal commun, qui se perçoit autant au Maroc qu'à Bahreïn. Mais, quand il faut traduire ce mal commun en termes politiques, les conditions propres à chaque pays sont à prendre en compte.

J'aimerais citer deux ou trois de ces conditions spécifiques locales pouvant jouer un rôle capital, pour imaginer la direction, l'évolution de ces protestations.

Un de ces facteurs, et peut-être le plus important, c'est le niveau d'intégration des sociétés en question. Si vous avez des sociétés largement intégrées, une révolte populaire reste une révolte populaire, et donne naissance ensuite à une évolution institutionnelle et constitutionnelle, comme le référendum constitutionnel d'aujourd'hui en Égypte.

Si les sociétés ne sont pas intégrées, elles sont marquées par des clivages verticaux très importants, de nature confessionnelle, sunnites contre chiïtes ; de nature régionale, Benghazi contre Tripoli ; de nature linguistique, Arabophones contre Kurdophones ou Amasis, etc.

Le risque est très sérieux, de voir une révolte populaire se transformer en une guerre civile. Dans les sociétés intégrées, la révolte populaire peut rester une révolte populaire, mais dans les sociétés peu intégrées ou mal intégrées comme les sociétés libyenne, yéménite ou bahreïnite, le risque d'un glissement d'une révolte populaire, légitime, en une guerre civile, est grand. C'est exactement à cela que nous assistons, par exemple au Yémen ou en Libye ; c'est donc un paramètre essentiel pour imaginer comment ces révoltes vont évoluer. Car, dans les sociétés non intégrées ou insuffisamment intégrées, les initiateurs de mouvements populaires, au moment où ils commencent, doivent être représentatifs de l'ensemble des groupes d'opinion. Or ce n'est jamais le cas. Pourquoi n'est-ce jamais le cas ? Parce que le pouvoir est autoritaire, l'opposition ne peut être que déstructurée. Et là, le risque de guerre civile est très important.

Un autre paramètre concerne l'importance du pays sur la scène mondiale et les risques inhérents ou les non-risques d'ingérence externe. L'affaire tunisienne s'est passée comme elle s'est passée, parce que beaucoup de pays, d'ailleurs à tort, considèrent la Tunisie comme le bon élève de la classe, ou comme un pays de faible importance. L'Égypte, c'est sérieux. Bahreïn, c'est sérieux, c'est là que mouille la 7^e flotte américaine, et c'est entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, dans une région qui contient 48 % des réserves mondiales de pétrole. C'est donc délicat.

Il se passe en ce moment des choses affreuses au Yémen, mais on y accorde peu d'importance, pour une raison bien simple, c'est que le Yémen est un pays de 25 millions de miséreux.

Ainsi la perception de l'importance du pays est l'élément qui explique le niveau d'ingérence externe. En Tunisie, il n'y a pas eu d'ingérence extérieure, et tant mieux pour les Tunisiens, ils ont eu de la

chance. Quelquefois, il vaut mieux être banal dans ce monde que d'être très important.

Mais, dans d'autres pays, l'ingérence extérieure prend d'autres dimensions. A Bahreïn, les troupes du GCC (Conseil de Coopération du Golfe) se sont déployées, les Iraniens sont en train de hausser le ton. Et pendant que je vous parle, la guerre a peut-être commencé en Libye, qu'en sais-je ? L'intervention extérieure dans ces pays est beaucoup plus perceptible que dans des pays comme la Tunisie ou le Yémen, ou peut-être demain la Mauritanie, où des événements terribles peuvent se dérouler dans l'indifférence générale.

L'ingérence extérieure peut être problématique, parce que c'est une ingérence où l'on ne s'occupe pas des motivations et des objectifs de la révolution *in situ* mais des intérêts de l'ingérant lui-même. La Libye produit 1,8 million de pétrole et quel pétrole ! c'est du parfum, c'est du pétrole ultra-léger pour lequel la plupart des raffineries de la Méditerranée sont faites, notamment les raffineries italiennes, et qui ne peut pas être remplacé par le pétrole extrêmement lourd d'Arabie Saoudite ou d'Irak. Ce pétrole, c'est du parfum.

Un troisième paramètre est la flexibilité des institutions. Il y a des pays où les institutions sont assez flexibles pour encadrer la possibilité d'une révolution. Si les dirigeants sont assez conscients de ce à quoi ils ont à faire face, ils font ce que j'appelle des concessions préventives. C'est-à-dire qu'avant même que la révolution n'explode, ils essayent d'éviter leur renversement. C'est aujourd'hui l'obsession de vingt-deux dirigeants arabes, tous en ont pris conscience, il n'y a pas un seul état arabe qui n'ait pas fait d'importantes concessions d'une façon ou d'une autre.

C'est parfois pathétique. On distribue du *cash*, mille dollars à une famille, trois mille dollars à une autre, etc. Mais cela ne produit pas d'effets bénéfiques, quelquefois cela produit même des effets inverses. Mais parfois ce sont des concessions majeures. Si le roi du Maroc fait ce qu'il a promis de faire, ce sera une transformation réelle de la monarchie marocaine. Si Saleh reste au pouvoir, ce dont je doute, et fait ce qu'il a promis de faire, ce sera une transformation majeure de la nature du pouvoir au Yémen. Ainsi les concessions dépendent de la flexibilité des institutions et de la conscience des dirigeants.

Enfin, il y a un paramètre important qui est l'existence ou non, de moyens. Si on en a les moyens, on peut également faire face à ces situations en proposant de nouveaux projets. Cependant, il est très rare de trouver une région du monde, comme le monde arabe, où la différence entre les pays riches et les pays pauvres soit aussi marquée. C'est pourquoi ce quatrième paramètre jouera aussi un rôle important dans le devenir de ces pays.

Pour finir, je dirai que nous n'avons pas initié ces événements. Mais ne restons pas aveugles face à eux. Ce ne sont pas des événements de passage. Nous assistons en réalité, avec ou sans révolution, avec ou sans effusion de sang, à une transformation en profondeur de la nature même du pouvoir dans cette région du monde. Le prix est peut-être cher à payer, mais il ne faut pas nécessairement en avoir peur. Il faut surtout ne pas fermer les yeux devant la réalité historique de cette transformation en cours.

Je vous remercie.

Ghassan SALAMÉ

Ancien Ministre,
ancien conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU
et doyen de la Paris School of International Affairs